

NB : une description détaillée des compétences des auditeurs identifiés est exigée afin de permettre aux services de la Région de réaliser

Politique de formation continue des conseillers (thèmes, fréquence) :

EVALUATION DU SYSTEME DE CONSEIL, en réponse aux besoins des professionnels

Existence d'une démarche d'évaluation interne ou externe sur les prestations de service :

- non
- oui : depuis quand, sous quelle forme ?

Propositions d'un modèle d'évaluation propre pour les prestations aidées dans le dispositif régional :

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A JOINDRE A VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe
Exemplaire original de la demande d'aide complété et signé	<input type="checkbox"/>
Cumul des CV des conseillers listés dans la demande avec détail des compétences au regard des prestations proposées	<input type="checkbox"/>
Fiches descriptives et grille tarifaire des prestations détaillées	<input type="checkbox"/>
Statuts de l'organisme et organigramme	<input type="checkbox"/>
Document justifiant la situation du/des demandeur(s) au regard de la TVA.	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire	<input type="checkbox"/>

Le cas échéant, la Région pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet (ex : types de produits livrables suite aux conseils).

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

J'atteste sur l'honneur :

- Que les renseignements fournis dans cette demande et dans les pièces jointes sont exacts.
- Etre à jour de mes obligations fiscales et sociales.

Je m'engage :

- A appliquer le principe de neutralité-indépendance en n'étant aucunement dépendants des intérêts des fournisseurs directs et indirects des bois mobilisés,
- A pratiquer des tarifs en phase avec les coûts de prestations du même type, recensés sur le marché national, en fournissant un référentiel des barèmes appliqués.
- A informer la Région Normandie de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A me soumettre à l'ensemble des contrôles (contrôles administratifs et contrôles sur place) prévus par la réglementation,
- A n'adjoindre aucune démarche commerciale concernant des biens ou services (ayant un lien avec les recommandations) au cours de l'intervention,
- A fournir à la Région un rapport d'activité intermédiaire et un rapport final du projet financé, avec des indicateurs permettant de mesurer les objectifs visés par le projet.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez-vous adresser à la Région Normandie.

Fait à _____, le _____
Signature de l'organisme demandeur